Brexit : l'économie britannique déjoue les pronostics

22/08/2016 à 20h27

La décision britannique de quitter l'Union européenne (UE), le «Brexit», et ses conséquences sur l'avenir de l'UE ont très vite alerté les dirigeants français, italien et allemand. Lors d'un précédent mini-sommet à Berlin le 27 juin, ils avaient ainsi appelé à une «nouvelle impulsion» pour l'Europe. Ce lundi ils se réunissent à nouveau pour chercher les moyens de relancer une Europe en pleine crise.

Mais de son côté, malgré le vote en faveur du Brexit, le 23 juin dernier, l'économie britannique affiche une bonne santé. «Jusqu'à présent, le vote pour le Brexit ne parvient pas à affecter les indicateurs économiques officiels. Il est encore tôt, mais il est évident qu'une baisse de la confiance n'est pas avérée, tant pour les consommateurs que pour les entreprises», lance Laith Khalaf, analyste chez Hargreaves Lansdown.

Les dernières statistiques officielles sont quasi-unanimes à l'image des ventes au détail, publiées jeudi 18 août, qui ont nettement rebondi de 1,4% en juillet, bien plus que prévu par les analystes, laissant penser que les consommateurs n'ont pas changé leurs habitudes.

Les magasins ont même pu compter sur les dépenses des touristes dont le pouvoir d'achat se trouve gonflé par la faiblesse de la livre. Howard Archer, économiste chez IHS, prévoit même que cette tendance pourrait se poursuivre en août grâce à une météo clémente et l'effet d'entraînement des excellentes performances de l'équipe de Grande-Bretagne lors des Jeux olympiques.

Activité hôtelière au beau fixe

Selon le comparateur d'hôtels trivago.fr, le «Brexit» ne semble pas avoir affecté l'activité hôtelière outre-Manche. Le prix de la nuitée en livre sterling est resté stable après le Brexit. C'est le jeu des taux de change qui a augmenté le pouvoir d'achat des Européens, rendant les prix en euro plus attractifs. C'est donc la chute de la monnaie britannique qui a fait baisser les tarifs hôteliers dans les grandes villes du Royaume-Uni dès le lendemain de la victoire du «Leave».
Mais cette «baisse» tarifaire est néanmoins restée ponctuelle: après quelques jours de baisse, les tarifs hôteliers se sont rapidement stabilisés et étaient même en hausse à Édimbourg. Et si les tarifs ont diminué entre août 2015 et août 2016, c'est parce que les hôteliers britanniques baissent leurs tarifs depuis quelques mois pour attirer les voyageurs notamment à Londres où le prix d'une nuit d'hôtel en chambre double standard a baissé de 20%. «Elle était facturée 213 euros en moyenne en août 2015, contre 168 euros en moyenne au mois d'août 2016», rapporte Trivago.

Chômage historiquement bas

D'autres publications portant sur juillet, le premier mois complet depuis le vote, ont rassuré, avec notamment la baisse des demandes d'allocation chômage, la légère accélération de l'inflation, ou encore la stabilisation des ventes de voitures neuves. «Le chômage est historiquement bas et la confiance des consommateurs reste élevée», remarque Daniel Vernazza, économiste chez Unicredit, expliquant que «la plupart des personnes qui ont voté pour quitter l'Union européenne ne pensaient pas que le résultat allait plomber l'économie du Royaume-Uni, ils ne devraient donc pas réduire trop leurs dépenses à court terme».
L'optimisme gagne également les investisseurs, puisque l'indice vedette de la Bourse de Londres a fortement accéléré depuis le début du mois d'août, il est vrai, principalement porté par le nouveau dispositif dévoilé par la Banque

d’Angleterre (BoE). La BoE, qui a baissé ses taux et injecte davantage de liquidités dans le système financier, pourrait d’ailleurs être bientôt épaulée par le gouvernement britannique qui envisage des mesures de relance pour l’automne.

Pas de big bang économique

Alors que certains analystes craignent que le référendum paralyse les entreprises qui réduiraient leurs investissements, d’autres imaginent le contraire: «Nos échanges avec les équipes dirigeantes d’entreprises nous indiquent qu’à court terme, elles estiment l’impact du Brexit assez faible sur le comportement des sociétés», peut-on lire sur la note d’UBP. Néanmoins, «nous n’écartons pas la possibilité de chocs sur la confiance des consommateurs, le marché du travail et les décisions en termes de dépenses d’investissement et d’investissements directs en provenance de l’étranger», détaille Patrice Gautry, chef économiste d’UBP, au sujet du Royaume-Uni.

Pas de big bang économique en vue non plus ni au niveau européen ni au niveau mondial. Le «risque» est donc plutôt politique avec une fragmentation politique de l’UE et des pays qui pourraient réclamer, soit une sortie de l’UE, soit un statut spécifique.

Il faudrait d’abord que le Royaume-Uni sorte effectivement de l’UE… Le Sunday Times a prévenu que le gouvernement conservateur de Theresa May ne visait pas une sortie avant la fin 2019.

Le Figaro